**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 5 JUIN 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 5 juin 2025,
Après convocation légale en date du 30 mai 2025,
le Conseil municipal de la commune de GOUVERNES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous
la présidence de Mme Nathalie TORTRAT, Maire,

Présents :

Mme TORTRAT, Maire
Mme HILAIRE Adjoint
M. CABARRUS, Mme CHANLON, M. GANIVET-BILLAUD,
M. COUSIN, M. ILLY, conseillers Municipaux délégués, Mme TARTRAT conseillère Municipale

Absents :

M. MAINGON (pouvoir à Mme CHANLON)
Mme DUBAND (pouvoir à Mme HILAIRE)
Mme ROBILLARD-DIABATE (pouvoir à M. ILLY)
M. GUIHARD (pouvoir à M. CABARRUS)
M. PUCCINELLI (pouvoir à Mme TORTRAT)
M. PANIER
M. TONI

Secrétaire de séance : M. COUSIN

Mme TORTRAT déclare ouverte, à 20H12 la séance du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal nomme à l'unanimité M. COUSIN secrétaire de séance, fonction qu'il a acceptée.

Procès-Verbal de la séance du 27 mars 2025 :

Approuvé à l'unanimité

DELIBERATIONS

**N°16/2025 : DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) –
DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE CHANGEMENT DES FENETRES DE L'ECOLE**

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-29 et suivants

VU la vétusté des menuiseries bois du bâtiment principal de l'école, entraînant des pertes énergétiques et un inconfort thermique

CONSIDERANT la nécessité de remplacer les fenêtres afin d'améliorer la performance énergétique du bâtiment et le confort des usagers

CONSIDERANT les dispositifs de financement existants permettant l'accompagnement financier des collectivités territoriales dans ce type d'opérations

Madame le Maire expose au Conseil Municipal le projet de remplacement des fenêtres du bâtiment principal de l'école, pour un montant total de **89 017 € HT**.

Elle présente les différentes aides sollicitées ou en cours d'instruction :

Montant des travaux	Subventions obtenues	Subventions en cours	Subventions en cours	Financement sur fonds propres
	Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire « Fonds de concours à la transition énergétique »	Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	Région Ile de France Budget participatif écologique (soumis aux votes des franciliens en septembre 2025)	Montant inscrit au budget 2025 de la collectivité
89 017 € HT	37 706 € HT	23 260 € HT	Montant soumis au vote en sept. 2025	17 800 € HT
	42 %	26 %	En cours	20 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE le projet de remplacement des fenêtres de l'école pour un montant de **89 017 € HT**.

AUTORISE Madame le Maire à solliciter toutes les subventions possibles, auprès de l'État, de la Région Île-de-France, de la Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire, et de tout autre organisme compétent.

AUTORISE Madame le Maire à signer tous les documents afférents à ces demandes de subvention ainsi qu'à l'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 : Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2025 de la commune.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- M. le Trésorier Principal, comptable de la Commune

N°17/2025 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR SOUTENIR LE DEPLOIEMENT DE LA VIDEOPROTECTION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BOUCLIER DE SECURITE » AUPRES DU DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-29 et suivants
VU les dispositions encadrant l'installation de systèmes de vidéoprotection par les collectivités locales
CONSIDERANT le projet d'installation d'un dispositif de vidéoprotection sur le territoire communal, dans un objectif de prévention des actes de malveillance et de renforcement de la sécurité publique
CONSIDERANT l'opportunité de solliciter un financement départemental au titre du dispositif « Bouclier de sécurité » proposé par le Département de Seine-et-Marne

CONSIDERANT le coût estimé de l'opération et la possibilité d'un accompagnement financier à hauteur de 30 055,77 € HT ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE le projet d'installation d'un système de vidéoprotection sur le territoire communal.

AUTORISE Madame le Maire à solliciter une subvention auprès du Département de Seine-et-Marne dans le cadre du dispositif « Bouclier de sécurité », à hauteur de 30 055,77 € HT.

AUTORISE Madame le Maire à entreprendre toutes démarches et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre du projet et aux demandes de subventions y afférentes.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- M. le Trésorier Principal, comptable de la Commune
- M. Le Président du Département du 77

N°18/2025 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR SOUTENIR LE FINANCEMENT DE L'IMPLANTATION D'UN PLATEAU SPORTIF DE PROXIMITE SUR LE TERRITOIRE DE GOUVERNES AUPRES DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-29 et suivants

VU le projet de création d'un plateau sportif accessible aux personnes à mobilité réduite, comprenant un citystade, un terrain de pétanque et un court de padel

VU le plan de financement prévisionnel, faisant apparaître un coût total de **832 809,94 € HT**

CONSIDERANT l'intérêt communal de cette opération en matière d'équipements sportifs et d'inclusion

CONSIDERANT la possibilité de solliciter des subventions, notamment auprès de l'Agence Nationale du Sport ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

AUTORISE Madame le Maire à entreprendre toutes démarches nécessaires et à signer tous les actes et documents relatifs à la réalisation du projet, y compris les demandes de subvention auprès des partenaires institutionnels.

AUTORISE plus particulièrement Madame le Maire à solliciter une subvention auprès de l'**Agence Nationale du Sport**, à hauteur de **50 000 € HT**, pour le financement partiel de cette opération.

DIT que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget de la commune, chapitre concerné.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- Mme La Présidente de l'ANS

N°19/2025 : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ABRIS VOYAGEURS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-29 et suivants

VU la proposition de convention de mise à disposition d'abris voyageurs transmise par le Département de Seine-et-Marne

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de disposer d'équipements destinés à l'amélioration des conditions d'attente des usagers des transports en commun

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE les termes de la convention de mise à disposition d'abris voyageurs proposée par le Département de Seine-et-Marne, pour une durée de cinq 5 ans à compter de sa signature.

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à sa mise en œuvre.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- M. le Président du Conseil Départemental

N°20/2025 : MODIFICATION DU PARIMETRE DU SDESM PAR ADHESION DES COMMUNES DE SAVIGNY-LE-TEMPLE ET QUINCY-VOISINS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2224-31 et L5211-18 relatif aux modifications statutaires ;

VU l'arrêté préfectoral 2022/DRCL/BLI n°5 du 3 février 2022 autorisant la modification des statuts du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

VU la délibération n°2025-07 du comité syndical du SDESM en date du 5 mars 2025, approuvant l'adhésion de la commune de Savigny-le-Temple ;

VU la délibération n°2025-51 du comité syndical du SDESM en date du 9 avril 2025, approuvant l'adhésion de la commune de Quincy-Voisins ;

CONSIDERANT que les collectivités membres du SDESM doivent délibérer afin d'approuver cette adhésion et la modification du périmètre qui en découle par l'arrivée des communes de Savigny-le-Temple et Quincy-Voisins ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE l'adhésion des communes de Savigny-le-Temple et Quincy-Voisins.

AUTORISE Monsieur le Président du SDESM à solliciter Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne afin que soit constatée, par arrêté inter préfectoral, l'adhésion précitée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE les termes de la convention de mise à disposition d'abris voyageurs proposée par le Département de Seine-et-Marne, pour une durée de cinq 5 ans à compter de sa signature.

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à sa mise en œuvre.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- M. le Président du Conseil Départemental

N°21/2025 : INTERCOMMUNALITE – ACCORD LOCAL PORTANT FIXATION DU NOMBRE ET REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Dans la perspective des élections municipales 2026 et conformément à l'article L. 5211-6-1 du CGCT, lorsqu'un conseil communautaire doit être recomposé, la loi prévoit que le nombre de sièges et leur répartition peuvent être fixés selon deux modalités distinctes :

- par application des dispositions de droit commun prévues aux II à VI de l'article L. 5211-6-1 du CGCT ;
- par accord local, dans les conditions prévues au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT.

Conformément au VII de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, les communes ont jusqu'au 31 août 2025 pour répartir les sièges des conseillers communautaires au sein de leur EPCI, par un accord local.

Cet accord doit être adopté par la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population totale de l'EPCI ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de cette même population totale, cette majorité devant également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres.

- Si un accord local a été valablement conclu, le préfet constate par arrêté la composition qui en résulte au plus tard le 31 octobre 2025 ;
- A l'inverse, si aucun accord local n'a été conclu avant le 31 août 2025 et suivant les conditions de majorité requises, le préfet constate la composition qui résulte du droit commun.

Conformément à la position unanime du Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire formulée le 19 mai 2025, il est proposé au conseil municipal de délibérer pour faire reposer la représentation des conseillers communautaires sur un accord local de 59 sièges (au lieu de 57 dans le droit commun).

VU le Code Général des Collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-6-1,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE l'accord local fixant à 59 le nombre de sièges du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération ;

ACCEPTE la répartition afférente :

<i>Communes</i>	<i>Nombre de sièges</i>
Bussy Saint Georges	13
Lagny sur marne	11
Montévrain	7
Thorigny-sur-Marne	5
Saint-Thibault-des-Vignes	3
Pomponne	2
Chanteloup-en-Brie	2
Collégien	2
Dampmart	2
Ferrières-en-Brie	2
Pontcarré	1
Conches	1
Chalifert	1
Gouvernes	1
Guermantes	1
Lesches	1
Bussy-Saint-Martin	1
Jablins	1
Jossigny	1
Carnetin	1

AUTORISE Madame Le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- M. le Président de la CAMG

N°22/2025 : CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CRTE) – AJOUT DES PROJETS DE TRAVAUX DANS LE CADRE DE L'AVENANT N°4

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Le CRTE, Contrat de Relance et de transition Ecologique, est la nouvelle forme de contractualisation de l'Etat avec les collectivités et les acteurs locaux. Il répond à une triple ambition : transition écologique, développement économique et cohésion territoriale, en souhaitant simplifier et unifier les dispositifs de contractualisation existants avec une logique de guichet unique au travers de l'EPCI.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants

VU la circulaire n°6231/SG du Premier Ministre fixant le cadre d'élaboration des Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE) ;

VU la demande de l'État adressée aux territoires en vue de leur engagement dans l'élaboration des CRTE
VU les objectifs du CRTE, notamment en matière de transition écologique, de développement économique et de cohésion territoriale

VU les critères d'éligibilité des projets au CRTE, notamment la sobriété foncière et la réduction des émissions de gaz à effet de serre

VU le périmètre du CRTE défini en concertation avec les services de l'État sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire

VU le porter à connaissance relatif aux CRTE adressé par l'État à la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire ;

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire a confirmé à l'État sa volonté de contractualiser avec les communes du territoire dans le cadre du CRTE

CONSIDERANT que ladite communauté d'agglomération constitue le guichet unique pour l'élaboration du CRTE du territoire ;

CONSIDERANT qu'il revient à chaque commune de proposer les projets qu'elle souhaite inscrire dans le cadre de ce contrat

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

DECIDE de s'inscrire dans la démarche du Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) pilotée par la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire, en partenariat avec l'État.

RETIENT les projets suivants à proposer dans le cadre du CRTE :

- Isolation des combles de la mairie,
- Renaturation de la rue du Bas-Villiers,
- Remplacement de trois chaudières,
- Création d'un plateau sportif sur le territoire de Gouvernes.
- Rénovation des sanitaires de l'école de Gouvernes

AUTORISE Madame le Maire à engager toutes les démarches nécessaires à l'inscription de ces projets dans le CRTE et à signer tout document y afférent.

Ampliation de cette délibération sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de TORCY,
- M. le Président du Conseil Départemental

Séance levée à 21H30 heures

Liste des délibérations :

- **N°16/2025 : DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE CHANGEMENT DES FENETRES DE L'ECOLE**
- **N°17/2025 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR SOUTENIR LE DEPLOIEMENT DE LA VIDEOPROTECTION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BOUCLIER DE SECURITE » AUPRES DU DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE**
- **N°18/2025 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR SOUTENIR LE FINANCEMENT DE L'IMPLANTATION D'UN PLATEAU SPORTIF DE PROXIMITE SUR LE TERRITOIRE DE GOUVERNES AUPRES DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT**
- **N°19/2025 : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ABRIS VOYAGEURS**
- **N°19/2025 : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ABRIS VOYAGEURS**
- **N°20/2025 : MODIFICATION DU PARIMETRE DU SDESM PAR ADHESION DES COMMUNES DE SAVIGNY-LE-TEMPLE ET QUINCY-VOISINS**
- **N°21/2025 : INTERCOMMUNALITE – ACCORD LOCAL PORTANT FIXATION DU NOMBRE ET REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE**
- **N°22/2025 : CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CRTE) – AJOUT DES PROJETS DE TRAVAUX DANS LE CADRE DE L'AVENANT N°4**

Le 12 juin 2025

Le Maire Nathalie TORTRAT	Cyril COUSIN
--	-------------------------